



**>> Interview**

propos recueillis par **Yannick Urrien**

L'extrême gauche invite Jean-Marc Rouillan à l'université, le gouvernement embarrassé...

**Patrick Hetzel, député LR du Bas-Rhin :**  
**« On voit aujourd'hui se développer une extrême gauche extrêmement radicalisée. »**

Que se passe-t-il dans nos universités françaises ? Le député Patrick Hetzel vient d'interpeller le gouvernement sur la présence de Jean-Marc Rouillan à l'université de Bordeaux : « La semaine dernière, la présidence de l'université laissait s'exprimer au sein de l'université, M. Jean-Marc Rouillan, condamné pour apologie du terrorisme et pour deux assassinats à caractère terroriste ». Le parlementaire a aussi rappelé que cette même présidence de l'université Bordeaux Montaigne avait déjà interdit de parole Sylviane Agacinski, philosophe, estimant que son intervention créerait un risque de trouble à l'ordre public. Sylvie Retailleau, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a déclaré que « l'autonomie des universités constitue un fait historique ». Une position loin d'être satisfaisante pour Patrick Hetzel qui répond à nos questions.

**L'Hebdo-Bourseplus :**

**L'extrême gauche ne cesse de dispenser des leçons de morale et de réclamer des interdictions. Il y a eu des pressions sur les annonceurs de CNews et maintenant c'est dans les universités. Comment analysez-vous cette évolution ?**

**Patrick Hetzel :**

On observe aujourd'hui une évolution extrêmement dangereuse, avec cette volonté de l'extrême gauche de créer une sorte de prêt-à-penser. C'est quelque chose qu'ils assument complètement. On peut observer cela avec le wokisme et cette volonté de définir ce qui est bien et ce qui est mal, avec une désignation très précise des cibles. Cela se heurte à une vision démocratique de nos sociétés, où le principe de la liberté d'expression devrait être garanti.

**Pourtant, pendant très longtemps, l'extrême gauche a répété qu'il était interdit d'interdire et qu'il fallait se battre pour défendre les libertés, en caricaturant la droite comme étant le camp qui voulait les restreindre. Comment analysez-vous cette inversion ?**

Nous avons le slogan de mai 68 pour nous dire qu'il était interdit d'interdire... C'était le slogan de la gauche, mais pas forcément de l'extrême gauche. Les marqueurs politiques étaient différents. On voit aujourd'hui se développer une extrême gauche extrêmement radicalisée. Elle ne se contente pas simplement d'émettre des points de vue dans la sphère publique, mais elle jette l'opprobre sur telle ou telle personne, ou sur tel ou tel courant de pensée. Cela va jusqu'à des formes extrêmes de militantisme, comme celle que j'ai dénoncée récemment à l'Assemblée nationale, lorsqu'à l'université de Bordeaux des militants ont voulu interdire la venue de Sylviane Agacinski, parce qu'elle était opposée à la PMA et à la GPA. On entre dans une forme d'inversion des valeurs, parce que l'université est un lieu où, justement, nous devrions pouvoir débattre.

D'ailleurs, la présidence de l'université a interdit cette conférence en arguant du fait qu'elle risquait de créer un trouble à l'ordre public. En réalité, le trouble à l'ordre public n'était pas créé par la conférence, mais par ceux qui exerçaient des pressions pour que cette conférence ait lieu.

**Récemment, Jean-Marc Rouillan a pu tenir une conférence dans cette même université et ce sont ceux qui ont protesté qui ont été qualifiés de sectaires d'extrême droite... Comment cette permutation des valeurs s'est-elle constituée ?**

Elle a des origines à différents endroits : d'abord dans des formes de militantisme très revendicatif, avec ensuite de l'entrisme dans la sphère universitaire. Cette sphère a tendance à fortement relayer une position qui n'a rien d'académique, mais qui est en réalité très militante. Si je reviens à l'exemple de Jean-Marc Rouillan, la semaine dernière à Bordeaux, heureusement ce n'est pas l'université qui, en tant qu'institution, a organisé cette conférence, mais les occupants du site. Ce qui est très inquiétant, c'est cet argumentaire développé pour légitimer sa présence. J'ai analysé les arguments et certains légifumaient même le combat de Jean-Marc Rouillan, dont je rappelle quand même qu'il a été condamné pour deux assassinats terroristes ! C'est quand même quelqu'un qui a un pedigree tout à fait particulier et les organisateurs ont précisé dans l'invitation qu'ils invitaient un ancien prisonnier politique ! Ils sont allés jusqu'à utiliser le terme de prisonnier politique et c'est là où nous sommes vraiment dans une inversion totale des valeurs, puisque l'on qualifie un terroriste de prisonnier politique... À travers cela, on va jusqu'à légitimer des actions violentes, parfois même barbares, puisqu'il suffit de voir dans quelles conditions ont été assassinés René Audran et Georges Besse. Ces étudiants, même si l'on ne sait pas vraiment si ce sont de vrais étudiants, se définissent comme des révolutionnaires. Ce qui m'inquiète beaucoup, c'est cette volonté de ne pas faire de vagues, y

compris de la part de la ministre de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, puisque dans sa réponse à ma question à l'Assemblée nationale, elle a mélangé beaucoup de choses, en évoquant l'autonomie des universités. Mais cela n'exclut en rien le contrôle de la légalité de ce qui peut se passer dans les universités. Toutes les universités doivent respecter les règles de droit. Donc, l'autonomie n'a rien à voir là-dedans. Elle évoque aussi les libertés académiques, mais elle se trompe complètement d'arguments, puisque les libertés académiques sont là pour faire en sorte qu'un universitaire puisse s'exprimer librement dans son enceinte et qu'en aucun cas il ne puisse être contraint dans son travail d'universitaire. Jusqu'à nouvel ordre, je ne vois pas en quoi Monsieur Rouillan aurait une qualité d'universitaire et je ne vois pas en quoi les libertés académiques s'appliqueraient à cette personne. Pour finir mon propos, c'est une véritable politique de l'autruche. C'est l'état de droit qui recule. Et lorsque l'État de droit recule, la tyrannie progresse. Aujourd'hui, l'extrême gauche essaye d'imposer une chape de plomb tyrannique dans l'espace public, mais aussi au sein des universités.

**Si on laisse inviter Jean-Marc Rouillan en le présentant comme un prisonnier politique, pourquoi ne pas convier Dieudonné, qui se revendique aussi comme prisonnier politique, mais n'a tué personne ? Ensuite, d'autres personnalités sulfureuses voudront tenir des conférences sur la Palestine... Bref, on imagine des bagarres générales... La provocation peut être sans fin...**

J'appelle à une mobilisation collective pour combattre cette inversion des valeurs. Il y a deux niveaux de silence qui sont inquiétants. D'abord, il y a le silence de la ministre de l'Enseignement supérieur, mais il y a aussi celui de la communauté universitaire. Je suis choqué de n'avoir pas entendu un appel d'universitaires s'étonnant de la présence de Jean-Marc Rouillan à l'université de Bordeaux. ■